



Lettre n° 224 du 23 janvier 2022

Au sommaire :

- **Rivalités et paranoïas, Primaire et Union « populaires », la gauche en décomposition... Le monde du travail a besoin de son propre parti, large, ouvert et révolutionnaire** - *Yvan Lemaitre*
- **Pour un horizon sans frontières pour l'humanité, en finir avec le capitalisme !** - *Bruno Bajou*

## **Rivalités et paranoïas, Primaire et Union « populaires », la gauche en décomposition...**

### **Le monde du travail a besoin de son propre parti, large, ouvert et révolutionnaire**

Les rivalités et paranoïas qui agitent les diverses ambitions au sein d'une gauche moribonde, sans idées et dont le seul horizon est l'ordre institutionnel de la république bourgeoise, offrent un spectacle, une farce, pour le moins affligeants. L'entrée en scène de Taubira au moment où Montebourg se retire ne renouvelle guère la prestation des vieux acteurs de 2002. « *Je veux prendre toute ma part contre la démoralisation, contre les discours de haine et les propos belliqueux* », dit-elle, contre le « *mépris* » en se gardant bien d'attaquer qui que ce soit... Hidalgo a failli hausser le ton, « *maintenant, c'est projet contre projet* », a-t-elle lâché sans rire ! Et le PS cherche les moyens de se rapprocher de Jadot... Quant à Fabien Roussel, candidat du PCF, il appelle à « *construire la France des jours heureux* » et « *refonder la gauche* » pour « *mettre dehors les libéraux, les corrompus et la République des privilèges pour construire une République sociale, démocratique et laïque au service du peuple et de la nation [...] reprendre le pouvoir à la finance* ».

Chacune et chacun se veut le champion d'une nouvelle union de la gauche dont il peut seul être le chef tout en essayant de faire oublier un lourd passé de reniements qui a vu la gauche, chaque fois qu'elle a été au gouvernement, servir la classe dominante... C'est cette aspiration à l'unité, illusoire et désespérée, de celles et ceux qui ne voient pas d'autre choix que la gauche, prisonniers eux-aussi du cadre institutionnel, que cherche à instrumentaliser la Primaire populaire. Celle-ci a décidé des candidats

dont les noms seraient soumis, entre le 27 et le 30 janvier, au vote... malgré eux ! Taubira est la seule à se prêter au jeu en se présentant comme « *celle qui accepte les risques d'une investiture citoyenne, celle qui accepte de constater qu'à l'échelle des candidats, à l'échelle des partis, l'union n'a pas été possible* ». Une façon embrouillée de dire que puisque l'union n'est pas possible elle sera candidate...

Jean-Luc Mélenchon reste hors du jeu. La « *tortue électorale sagace* » suit son bonhomme de chemin, indifférente aux « *mésaventures du centre gauche* ». « *Je le dis une bonne fois pour toutes : je ne suis pas leur copain !* ». « *Ce n'est pas d'union dont on a besoin, c'est de mobilisation. Laissez-nous faire campagne !* ». Fortes paroles dont le contenu reste un peu flou, lui aussi enfermé dans le carcan institutionnel de la république face au mur de l'argent sur lequel se sont rompus les phrases et les discours creux de la gauche ayant, depuis des décennies, abandonné toute stratégie socialiste, communiste, révolutionnaire pour lui préférer l'or et les tapis rouge de la république.

### **La rupture des classes populaires avec le théâtre d'ombre des institutions garantes de l'ordre établi**

La mauvaise comédie laisse indifférente la grande majorité des classes populaires prises par la lutte quotidienne contre les difficultés et qui ont de plus en plus conscience que ces rivalités d'ambition n'ont rien à voir avec leurs in-

térêts. Les contraintes de la pandémie, la police sanitaire organisée par le pouvoir soumis aux intérêts de Big Pharma et du CAC 40 ont aggravé la situation du plus grand nombre, les inégalités. Le mépris du pouvoir pour les soignants comme pour le personnel de l'éducation nationale ou l'ensemble des travailleurs, tout.e.s les premier.e.s de corvées, les invisibles devient insupportable. Un profond mécontentement s'accumule qui n'est pas dupe des discours électoraux ni de cette démocratie pervertie qui laisse le bon peuple choisir le président qui concentrera entre ses mains, pendant 5 ans, tous les pouvoirs au service de la défense des intérêts des grandes fortunes sous le regard soumis d'un parlement tout autant rançonné que le pouvoir par les financiers qui détiennent la dette...

Ainsi, à l'autre pôle de la société, chez les riches, les financiers, les grands patrons, l'argent coule à flots grâce aux largesses des États et des banques centrales. Oxfam vient de publier des données significatives : la fortune des milliardaires dans le monde a plus augmenté en 19 mois de pandémie que durant les 10 dernières années ; depuis la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures, alors que 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté ; avec les 236 milliards supplémentaires engrangés en 19 mois par les milliardaires français, on pourrait quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3500 euros à chaque Français.e.

A elles seules, les 5 premières fortunes de France concentrées dans l'industrie du luxe – celles de Bernard Arnault (LVMH), Françoise-Meyers Bettencourt (L'Oréal), François Pinault (Kering), des frères Alain et Gérard Wertheimer (Chanel) – ont doublé, augmentant de 173 milliards d'euros en 19 mois. Ces 5 milliardaires français possèdent désormais autant que les 40 % des Français les plus défavorisés.

Dans le même temps, la pauvreté s'est aggravée. 7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10 % de la population française, et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité.

Cette évolution scandaleuse est le fruit pourri de la politique du « quoi qu'il en coûte » des gouvernements et banques centrales qui, pris de panique devant les risques d'effondrement du système, ont injecté des milliards dans l'économie. Ces derniers ont alimenté les spéculations et la hausse des cours des actions et permis l'explosion de la fortune des milliardaires la plus importante jamais enregistrée, en attendant le krach.

Pour mettre un terme à cette folie spéculative, cette course au profit qui croit pouvoir éviter la faillite en accumulant, en gaspillant, en dilapidant toujours plus de richesses au prix d'une régression sociale généralisée et d'une aggravation de la crise écologique, le plus court chemin vers l'inévitable krach, il n'y a pas d'autre moyen que la défense de nos droits dans le but de l'expropriation de l'oligarchie financière et pour cela de postuler au contrôle de la marche de la société.

## **Surmonter les divisions, unir nos forces, nous organiser sur les lieux de travail et dans la lutte**

On voit bien que la colère qui sourd à travers le pays, la révolte sur les lieux de travail, les inquiétudes de la jeunesse, l'envie d'agir de millions de femmes ne trouvent pas les canaux pour s'exprimer, devenir une force capable de bouleverser le rapport de force, de redonner confiance à l'ensemble des exploités, des dominés. La journée du 13 dans l'éducation nationale a été une vivante expression de ces multiples aspirations mais, à défaut d'imaginer une suite, des perspectives, cette colère devient frustration ou lassitude comme l'ont montré les limites de la journée du 20 appelée par les organisations syndicales sans autre objectif que de laisser s'exprimer le mécontentement.

La journée du 27, journée de grèves et de manifestations à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, et des organisations de jeunesse, prend dans ce contexte une particulière importance. Mais là encore les organisations syndicales n'ont d'autre objectif que de faire pression dans le cadre du dialogue social. Cette politique ne peut déboucher que sur de nouvelles frustrations, voire de nouvelles démoralisations si ne s'affirme pas une volonté d'agir en dehors du cadre imposé par les directions syndicales, si nous ne nous décidons pas à bousculer la donne, à nous organiser sans rester prisonniers des structures syndicales pour prendre la parole, décider et diriger nos propres mobilisations et combats, leur donner un programme et une perspective.

Il n'y a pas d'issue sans rupture avec l'ordre institutionnel établi tant électoral et parlementaire qu'autour du dialogue social, de la collaboration de classe, ce qui veut dire sans prise de conscience de la nécessité impérieuse de nous organiser pour faire de la politique à tous les niveaux, y compris dans nos organisations syndicales, nos associations, une politique qui réponde aux besoins du monde du travail qui ne peuvent se concilier avec ceux des grandes fortunes, de l'oligarchie financière qui dirigent ce pays et le monde. La lutte contre l'offensive réactionnaire, contre l'extrême droite suppose de ne faire aucun compromis avec le nationalisme, le patriotisme. Elle est une lutte internationaliste pour une démocratie qui n'a rien à voir avec la défense de la république.

Le monde du travail a besoin de son propre parti, radicalement différent des partis de la gauche dirigés par des chefs exclusivement soucieux de leur propre carrière, qui ne rendent aucun compte à leur propre parti, simple machine électorale bureaucratique. Ce parti sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, adapté aux conditions de notre époque, fondé sur un marxisme vivant dégagé des dogmes et caricatures.

Il ne résultera pas d'hypothétiques discussions avec la gauche, Roussel ou Mélenchon, d'une union populaire, ou d'une unité de la gauche radicale. Il ne peut se construire, à travers les luttes de classes, qu'en indépendance de ces partis institutionnels et de leurs préoccupations. L'unité

du mouvement révolutionnaire représenterait une étape, une impulsion importante voire décisive ne serait-ce qu'en rompant avec les routines et divisions des divers groupes révolutionnaires voués à leur autoconstruction. Elle n'ouvrirait cependant une réelle perspective que si elle ne se limitait pas à une unité par en haut ou simplement électorale, comme cela a pu se produire dans le passé entre la LCR et LO, mais si elle s'ouvrait largement sur le monde du travail pour impulser une dynamique, un mouvement, melting-pot entre les différentes traditions et générations.

La campagne de notre candidat Philippe Poutou ainsi que celle des autres candidats révolutionnaires sera utile au monde du travail si elle constitue un pas en avant dans ce sens plutôt que de s'ignorer et perpétuer voire de renforcer les divisions sectaires, c'est-à-dire si notre campagne est en prise directe avec les mobilisations en cours

pour contribuer avec l'ensemble des militant des luttes, à l'auto-organisation, faire vivre la démocratie des assemblées générales et des comités de grève, la prise en main de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes.

La démocratie ne se partage pas. La faire vivre dans les mobilisations, c'est la faire vivre dans sa propre organisation, dans les rapports aussi avec les autres organisations ou courants, faire vivre les fractions et les tendances comme des outils pour la discussion, définir les divergences dans le but de les dépasser et renforcer la conscience et l'action collective. La faire vivre dans l'ensemble du milieu militant, avec les travailleurs, rompre avec les pratiques des appareils petits et grands pour élaborer ensemble le programme et la stratégie de la révolution à venir, participer à la construction de l'affrontement qui mûrit entre le patronat, le pouvoir et le monde du travail.

Yvan Lemaitre

---

## **Pour un horizon sans frontières pour l'humanité, en finir avec le capitalisme !**

Lors de son meeting « *immersif et olfactif* » du 16 janvier à Nantes, Jean-Luc Mélenchon, devant un mur d'images vidéo de la Terre et des océans a voulu, non sans une grandiloquence un peu ridicule, prendre de la hauteur, élever le débat de la campagne présidentielle car « *c'est vu de l'espace qu'on comprend mieux tout ce qu'il y a à faire sur Terre* ». Certes ! Mais son appel à « *s'inscrire ouvertement dans cette page nouvelle de l'histoire de l'humanité* » ouverte par les progrès de la science et du numérique, « *les nouvelles frontières de l'humanité* », ne débouche en réalité, au-delà de la critique de la folie capitaliste, que sur l'étroitesse d'un programme réformiste pour la présidentielle s'inscrivant dans le jeu des institutions republicaines françaises et du système.

Discuter de l'avenir de l'humanité ne peut se limiter à la justification d'un programme électoral réformiste qui, aussi radical qu'il se prétende, se réduit à une liste de promesses posées sur le seul terrain institutionnel, hors du rapport de force entre les classes, et qui donc n'engagent que ceux qui y croient... éternel jeu de dupes électoral !

La perspective de cet horizon sans frontières pour l'humanité esquissée par Mélenchon implique de partir de la compréhension des raisons profondes de la faillite globale du capitalisme financier qui plonge toute la société dans une régression sociale et politique mondiale, dans un état de crise permanente aux multiples aspects, économiques, sanitaires, écologiques, démocratiques.

**« ... Cette page nouvelle de l'histoire de l'humanité »**

Oui, une nouvelle époque s'ouvre. Elle est l'aboutissement de l'évolution du capitalisme, de l'offensive des classes dominantes qui, à travers la lutte des classes, ont imposé la folie de leur système à l'ensemble des sociétés

humaines, dans le cadre d'une mondialisation financière qui a exacerbé toutes les contradictions du mode de production capitaliste... réduisant à néant les illusions sur la possibilité de le réguler dans le cadre des institutions actuelles, de concilier marché, profit et démocratie, bien-être, santé.

C'est pour cela que cette nouvelle époque, qui est aussi celle des révoltes sociales, des révolutions, redonne une nouvelle jeunesse aux idées du socialisme et du communisme.

*« Les évolutions économiques, sociales, culturelles et scientifiques qui bouleversent la planète préparent les conditions de nouvelles révolutions. La mondialisation est irréversible et, à l'échelle internationale, est posée la question de l'avenir : régression sociale, politique, démocratique, guerres, crise écologique, la politique rétrograde des Trump, Poutine et autres Macron, ou un monde de solidarité, de coopération dirigée et organisée par la classe des producteurs pour le bien-être, la démocratie, la paix, le respect de la nature.*

*Il n'y a pas de troisième voie, de compromis possible.*

*Face à l'offensive des classes capitalistes l'heure est à l'unité, au regroupement des classes exploitées, de tout ce qui vit encore du socialisme et du communisme autour d'une compréhension commune de la nouvelle époque dans laquelle est entrée l'humanité, des possibilités révolutionnaires dont elle est riche.*

*Nous ne pouvons limiter nos perspectives à un anticapitalisme dénonçant les excès des classes dominantes sans affirmer notre combat pour que le XXIème siècle soit le siècle de l'avènement du socialisme et du communisme. »* écrivions-nous, avant la pandémie, dans notre brochure « *Le XXIème siècle ou la nouvelle jeunesse du socialisme*

et du communisme » (à retrouver et lire sur notre site : <http://npa-dr.org/index.php/lire-sur-le-site>)

## **Faillite globale du capitalisme, aveuglement et irresponsabilité des classes dominantes**

Depuis la pandémie, cette réalité d'une crise globale du capitalisme s'impose à tous... jusqu'aux représentants des classes dominantes, incapables de faire face aux conséquences de la faillite de leur système.

Ainsi, même si pour cause de pandémie il a dû être reporté, le Forum économique mondial qui réunit chaque année à Davos les principaux responsables économiques et politiques de la planète a publié son « *Global Risks Report* », un rapport sur les risques globaux qui, selon eux, menacent l'Humanité ou pour mieux dire leur monde, leur ordre social dont ils espèrent rester les maîtres... Les trois principaux risques pour les dix prochaines années sont, selon ce rapport : l'échec des politiques pour limiter le réchauffement climatique, la multiplication des événements climatiques extrêmes et la perte de biodiversité. De plus, rajoute-t-il, non seulement la pandémie de Covid-19 n'a fait qu'accentuer l'inaction des gouvernements face à la crise climatique, mais elle a aussi dangereusement accentué « *l'érosion de la cohésion sociale* » et « *la crise des moyens de subsistance* ». Ce qui en clair signifie qu'elle a fait exploser toutes les inégalités et plonger des millions de personnes dans la famine.

Le pessimisme domine les dominants qui doutent de la reprise économique et craignent un « *cercle vicieux de désillusion et des troubles sociaux* ».

Derrière leur langage feutré s'expriment à la fois l'inquiétude des classes dominantes face aux explosions sociales qu'elles prévoient et craignent mais aussi leur étroitesse de classes privilégiées, qui prétendent diriger le monde mais sont incapables de prendre à bras-le-corps les problèmes engendrés par la folie de leur système.

Face à ces problèmes auxquels l'humanité se trouve confrontée à une échelle sans précédent, les classes dominantes et les États à leur service n'ont d'autre politique qu'une gestion dans la panique avec pour seule boussole un réflexe de classe profondément conservateur et réactionnaire : maintenir le système, les rapports de production, maintenir la mainmise d'une poignée de multinationales sur toute l'économie mondiale et, par-dessus tout, sauvegarder ce qui est à leur yeux le seul but de toute activité économique : la valorisation du Capital. Face à la pandémie, à l'explosion des inégalités sociales comme face au réchauffement climatique, ces politiques ne font qu'aggraver la situation en accentuant l'exploitation comme les ravages sur l'environnement, tout en étant incapables de s'attaquer aux causes profondes, à la racine des problèmes.

Le « *quoi qu'il en coûte* » n'a jamais voulu dire investir sans compter pour mobiliser toutes les ressources humaines, techniques, scientifiques à l'échelle du monde pour une réponse globale et coordonnée à la crise sanitaire, écologique, climatique, sociale dans l'intérêt des popu-

lations et pour préserver l'environnement. Les illusions créées par les discours pompeux sur le « *monde d'après* » se sont vite dissipées pour laisser la place à cette sordide réalité : ces politiques n'ont servi qu'à compenser les pertes de profits des entreprises et de leurs actionnaires, quel qu'en soit le prix payé par les populations. Selon le dernier rapport de l'Oxfam, le résultat est sans appel, les inégalités ont explosé : alors que l'infime minorité d'ultra-riches a vu sa fortune augmenter plus rapidement que dans la décennie écoulée, la majorité de la population a vu ses revenus baisser, souvent suite à la perte d'un travail ou à cause de l'augmentation des prix notamment de l'énergie, et des millions de personnes ont été plongées dans la misère voire la famine.

Ces politiques s'inscrivent et sont la prolongation de la guerre de classe menée par les classes dominantes depuis quarante ans pour relancer les profits à travers la mondialisation financière.

## **Le libéralisme rend impossible une politique sanitaire démocratique qui, loin de diviser, prenne en compte toute la population**

La pandémie et la politique sanitaire du pouvoir, ici comme à l'échelle de la planète, n'ont fait que révéler à quel point tous les gouvernements sont dominés par cette seule logique de classe.

Dans ces protocoles et ces injonctions qui se succèdent et se contredisent, révélant autant l'improvisation que la panique, dans l'incapacité d'organiser une réponse globale à l'échelle d'un pays comme la France, et encore plus à l'échelle du monde, ce n'est pas tant l'incompétence des dirigeants qui se révèle que l'impossibilité pour eux de penser et de mettre en œuvre une politique sanitaire qui intègre la santé des populations, la préservation de l'environnement comme un objectif en soi. Ils ne sont capables que de gérer la pandémie dans l'urgence, en improvisant au jour le jour, en fonction de bilans comptables que ce soient les chiffres des hospitalisations ou les cours de la bourse... tellement leur univers est incapable de penser au-delà du marché, de la concurrence, de la productivité, de « *l'efficacité économique* ».

Même en période dite « normale », leur logique libérale tire toute la société en arrière en entraînant d'un côté suppressions de lits et de postes, inégalité d'accès aux soins et de l'autre arrogance et cynisme de Big pharma, marchandisation des médicaments comme des vaccins. Cette réalité est devenue explosive et dramatique avec la pandémie quand s'est révélé l'état de désorganisation du service public de santé ou de l'éducation comme en réalité de l'ensemble des services publics et, finalement, le fonctionnement même de toute la vie sociale soumise au seul impératif de la rentabilité et du profit.

Face à ce chaos organisé du marché et de la concurrence, les seules réponses syndicales sur les moyens nécessaires, aussi légitimes et indispensables soient-elles, ne suffisent pas, car ce sont bien des réponses structurelles globales qui sont nécessaires.

Le libéralisme, son absurde logique marchande, est totalement contradictoire, antagoniste avec la nécessité d'un véritable service public de santé, coordonné, démocratique, reposant sur des liens de confiance et de respect, et qui se donne comme seul objectif la santé à travers la prévention, un suivi au plus près des besoins des populations, tout en anticipant les situations de crise. Un tel service public de santé ne peut reposer ni sur la logique comptable qui domine l'hôpital, ni sur la médecine libérale, ni sur une industrie pharmaceutique dont le but premier reste le profit.

La question des vaccins illustre comment cette logique du profit détourne les progrès scientifiques, techniques de leur réelle utilité sociale pour être mis au service de l'accumulation du capital, au nom du droit de propriété capitaliste... Au lieu de l'indispensable campagne mondiale de vaccination en direction des populations les plus fragiles, Big pharma n'a fait que mettre en place un véritable apartheid vaccinal criminel, avec cette situation absurde où la seule réponse à la pandémie semble être dans les pays riches une course sans fin à la vaccination, 90 % de vaccinés à coup de passe sanitaire devenu passe vaccinal, quand dans le même temps la population des pays les plus pauvres n'a toujours pas accès à une première dose... au risque de voir y apparaître de nouveaux variants.

Police sanitaire et surprofits pour Big Pharma sont le contraire d'une réelle politique sanitaire au service des populations.

### **La folie du marché, de la concurrence et du profit parasite et paralyse toute la société**

Cette crise globale est la conséquence de la soumission de la société aux lois du marché et de la concurrence. Une organisation sociale où, prétendent ses défenseurs contre l'évidence même, les besoins fondamentaux ne pourraient être satisfaits que s'ils entrent dans le cadre du marché, de l'initiative privée, de la concurrence et du profit.

La propriété capitaliste des moyens de production permet à une poignée de multinationales de soumettre toute la production des biens indispensables à la vie sociale, à la logique mortifère d'une course aux profits sans limite, sans aucune considération pour les besoins réels des populations ni pour la préservation de notre environnement. En s'étendant à toute la planète le mode de production capitaliste a révélé à quel point ses contradictions empêchaient la société humaine d'être maîtresse de son destin. Et c'est cette logique aveugle qui détermine les politiques d'États au service d'une classe minoritaire s'accrochant à un système qui conduit l'humanité dans une impasse, entraînant l'explosion des inégalités sociales, la destruction de l'environnement et une instabilité politique lourde de danger.

La pandémie a révélé au grand jour les ravages de quatre décennies de mondialisation qui ont abouti à un chaos destructeur qui désorganise, paralyse la marche de la société, la rendant incapable, malgré tous les progrès scientifiques et techniques accumulés, de gérer la crise sani-

taire sur le court comme sur le long terme, de se préparer aux prochaines, de s'attaquer aux causes du réchauffement climatique, d'aider les populations à se protéger de ses conséquences, et tout autant de créer les conditions pour éradiquer la faim dans le monde et éliminer les inégalités sociales.

En réalité, aveuglées et mues par leur réflexe de classes minoritaires accrochées à leurs privilèges, les classes dominantes et les États ne contrôlent rien et ne font que s'adapter au coup par coup à l'anarchie des marchés qu'ils ne peuvent qu'accentuer dans leur rivalité et leur concurrence. La logique des rapports de classe conduit, à plus ou moins court terme, à l'approfondissement de l'affrontement entre le prolétariat et le capital qui est engagé à l'échelle internationale, une nouvelle montée révolutionnaire.

### **En finir avec la tyrannie des marchés et du profit, planifier démocratiquement la production des biens utiles**

Plus que jamais, le décalage est devenu insupportable entre les progrès scientifiques et techniques qui ont permis de faire du monde ce village planétaire qui a unifié comme jamais l'humanité et le creusement des inégalités sociales, comme la violence des rapports d'oppression et d'exploitation, conséquence de la domination d'une minorité parasite.

Partout, à travers le monde, s'expriment le besoin et l'aspiration à prendre en main les affaires pour mettre un terme à cette logique infernale.

Ces mobilisations, luttes, affrontements, révolutions portent la nécessité de mettre en place une planification économique pour organiser consciemment, rationnellement la production de tout ce qui est indispensables pour répondre aux besoins de la société, tout en tenant compte de la nécessaire préservation de notre environnement et en anticipant les situations de crise... Une telle planification, parce qu'elle vise à répondre aux besoins du plus grand nombre, exige des rapports démocratiques. Cette réelle démocratie ne pourra qu'être imposée par le monde du travail et la jeunesse, exerçant directement leur contrôle sur l'économie, en faisant pour cela « *des incursions profondes dans le domaine de la propriété capitaliste* » pour reprendre l'expression de Trotsky, jusqu'à l'expropriation des multinationales, groupes financiers, banques. Mettre en place une telle planification démocratique signifie s'opposer frontalement aux intérêts des classes dominantes, en rupture avec l'ordre social actuel pour imposer de faire passer la défense des intérêts du plus grand nombre avant ceux d'une minorité.

C'est alors que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé pour être mis au service de la satisfaction des besoins de tous, dans le cadre d'une société démocratique et solidaire en harmonie avec son environnement et ouvrir ainsi de nouveaux horizons pour l'humanité.

*Bruno Bajou*